

Pression politique au ministère de l'Environnement pour davantage de terres agricoles

Dossier de la rédaction de H2o
June 2024

Qubec veut étendre les terres en culture contre que celle, sans égard au fait que plusieurs cours d'eau en milieu agricole sont dans un état critique. Disant être sous pression politique, des scientifiques du ministère de l'Environnement craignent que les garde-fous ne suffisent pas à enrayer une pollution déjà grave.

Le processus de modernisation du Règlement sur les exploitations agricoles (REA) est dans l'ombre des "commandes des autorités", est-il inscrit directement dans un document interne consulté par Le Devoir. Il faut "retirer l'interdiction d'augmenter les superficies en culture" imposée dans certaines zones où les plans d'eau dépassent des valeurs critiques, notamment en matière de phosphore, y lit-on. Il s'agit ainsi de lever le moratoire imposé depuis 2004 dans plus de 550 municipalités où les bassins versants sont identifiés comme dégradés. Cette commande est "clairement d'ouvrir des terres", même si les rivières vont mal, précisent les sources qui tiennent à conserver l'anonymat par peur de perdre leur emploi. Or, les plus récentes données scientifiques montrent que les améliorations dans ces zones sont très minces, voire nulles. En 20 ans de surveillance et d'effort, aucun de ces endroits n'est redescendu sous le seuil fixé par Qubec. Il y a même plus : la liste des bassins versants dégradés devrait peut-être s'allonger, selon divers tests de qualité de l'eau, dont ceux réalisés par le ministère lui-même. L'expansion des grandes cultures au cours des 15 dernières années, comme le soya et le maïs, est en outre "une bombe à retardement", car ces cultures nécessitent normalement de fertilisation et d'autres intrants.

Sarah R. Champagne - Le Devoir